

23 mai 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et José-Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, sur la construction européenne, notamment le traité européen simplifié, à Bruxelles le 23 mai 2007.

MONSIEUR BARROSO - Mes premiers propos, aujourd'hui, c'est de dire merci au Président SARKOZY. C'est la première fois que, juste au début de son mandat, le Président de la République française vient à Bruxelles rencontrer la Commission européenne. Voilà un geste avec une grande signification. Un geste pour l'Europe. Un geste d'engagement constructif pour notre Europe. Je tiens à le remercier vivement pour ce geste.

Nous avons eu une réunion de travail. On va continuer, après cette conférence de presse, avec un dîner de travail. Dans tous les cas, je voudrais vous dire que, pour le moment, nous nous sommes concentrés sur la question du traité. Il nous faut un règlement pour les questions institutionnelles en Europe. Je tiens à souligner que le Président SARKOZY, avant d'assumer cette responsabilité, a été le premier à suggérer l'idée d'un traité simplifié. Aujourd'hui, on voit qu'il y a un consensus qui se forme autour de cette idée.

Nous, la Commission européenne, nous faisons de notre mieux pour aider les Etats membres à trouver une solution. Pour nous, l'essentiel, est de renforcer la capacité d'agir de l'Europe. Que l'on puisse avoir des institutions qui donnent à l'Europe les moyens d'apporter les réponses que les Européens veulent de l'Europe, en terme de plus d'efficacité, de processus de décisions, plus de démocratie et aussi plus de cohérence sur le plan extérieur. Ce sont les aspects, pour nous, essentiels. Vous le savez, nous avons toujours soutenu le projet de traité constitutionnel. C'est vrai qu'il ne pourra pas être ratifié. Donc, il nous faut une solution et cette solution doit, à notre avis, répondre à ces priorités : plus d'efficacité, plus de légitimité démocratique, plus de cohérence sur le plan extérieur.

Il est évident que l'Europe à 27 ne peut pas avoir les mêmes règles que l'Europe à 6, 9 ou à 12. Il nous faut une solution. Une solution qui soit trouvée aussi vite que possible. Nous espérons que le Conseil européen du 21 et 22 juin pourra mettre d'accord les chefs d'Etat et de gouvernement sur un mandat précis, pour une conférence intergouvernementale qui puisse donner une solution pour une Europe plus démocratique, plus efficace et plus cohérente.

Je tiens, encore une fois, à remercier le Président SARKOZY pour la contribution qu'il a apportée à ce débat et à saluer son engagement pour débloquer ce problème, ce problème institutionnel qui, dans certaines occasions, a empêché l'Europe de faire plus et d'aller plus vite. C'était le sujet essentiel de notre conversation. Maintenant, il y en a eu d'autres. Sans doute pendant les questions et réponses, nous pourrons répondre à vos questions. Mais, encore une fois, merci pour cette visite et je tiens à vous dire que je compte beaucoup sur le Président SARKOZY, sur la France pour donner un nouveau dynamisme à l'Europe. Nous avons, plus que jamais, besoin de l'Union européenne comme projet politique si nous voulons faire face au grand défi du XXIe siècle.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord dire que ma présence, ici, était une façon de remercier le Président BARROSO pour qui, chacun le sait ici, j'ai beaucoup d'amitié, beaucoup d'estime et une grande confiance. Nous avons l'habitude de parler et de travailler ensemble. Je sais la place

qu'il a en Europe. Et, ce n'est pas un hasard si j'ai voulu recevoir le Président POTTERING, parce que le Parlement européen cela compte dans la construction européenne. J'ai voulu venir ici pour travailler avec le Président BARROSO avant un Conseil européen extrêmement important, les 21 et 22 juin.

Je suis venu accompagné, et je les en remercie, du ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard KOUCHNER. Je veux dire le plaisir que j'ai à travailler avec lui, et avec Jean-Pierre JOUYET secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, qui est un homme qui connaît très bien les arcanes européennes et avec qui j'ai travaillé. Pour bien montrer l'importance que nous attachons, que la France attache aux questions européennes, j'ai demandé également au secrétaire général de l'Élysée, Claude GUEANT, d'être ici, je l'en remercie et à mon conseiller spécial, Henri GUAINO de se joindre à cette délégation.

Quelle est notre position en quelques mots, Monsieur le Président BARROSO ? Je suis convaincu que l'Europe ne peut pas demeurer immobile. Qu'on ne peut pas rester dans la situation de paralysie relative -parce que la Commission a continué à travailler, bien sûr-, mais au niveau des Etats membres dans laquelle nous nous trouvons. Il faut débloquer la situation. Il ne s'agit pas de pleurer sur le lait renversé. Le travail de Valéry GISCARD d'ESTAING était un travail remarquable, mais il se trouve que la France a voté non, qu'un autre pays a voté non et que la situation, telle qu'elle est aujourd'hui, est une situation où chacun est condamné à l'immobilisme. Moi, je ne me résous pas à cet immobilisme.

J'ai dit au Président BARROSO que j'avais fait campagne en France dans le souci de la transparence et de la franchise, c'est-à-dire que j'avais indiqué que je demandais aux Français, au peuple français, un mandat pour pouvoir ratifier un traité simplifié par la voie parlementaire. Ce qui veut donc dire qu'il y a une marge de négociation de la part de la France pour débloquer la situation. Je veux dire également ma conviction, qui est que l'on a perdu trop de temps, qu'il faut maintenant aller vite et si possible aller bien.

Le traité simplifié, c'est la seule solution possible. Il va de soi que ce traité simplifié, ne peut pas être une nouvelle constitution. Parce que la constitution, les Français ont dit non et d'autres ont dit non également. Mais il faut doter l'Europe d'institutions qui font consensus. Je pense notamment à la Présidence de l'Union. Il faut également que l'Europe puisse avancer. Je pense aux coopérations renforcées. Je pense à la majorité pour que certains domaines passent de l'unanimité à la majorité, notamment en ce qui concerne question de l'immigration. On en a souvent parlé, Monsieur le Président, ensemble de cette possibilité de faire avancer les choses. Et je vois avec beaucoup de joie, après avoir vu Mme MERKEL, qu'autour de cette idée de traité simplifié tout n'est pas résolu, mais on progresse.

Pour la France, la priorité, c'est que le Conseil européen des 21 et 22 juin soit un succès. Et il sera un succès si l'ensemble des partenaires se retrouvent sur l'idée d'un traité simplifié avec peu d'articles, même si j'ignore nullement que la rédaction de ces articles est certainement complexe compte tenu des références au traité précédent. Il s'agirait de faire un traité de Nice. Mais un traité de Nice plus efficace pour débloquer la situation en Europe. C'est cela la priorité de la diplomatie française.

Je viens en Européen convaincu et je voudrais terminer par cela. Je crois profondément en l'Europe. Mais je viens également en disant à nos amis européens que ce qui est arrivé en France aurait pu arriver dans nombre d'Etats membres. Ne croyez pas que ce qui est arrivé en France est dû à un climat franco-français. L'Europe doit penser au peuple européen. L'Europe doit protéger et ne doit pas inquiéter. L'Europe doit préparer à la mondialisation et non pas être vécue comme le « Cheval de Troie » de la mondialisation. L'Europe doit être une Europe politique. Les Français ont dit des choses. Les Néerlandais ont dit des choses. On doit en tenir compte. Je suis persuadé qu'autour de ces idées, on peut débloquer la situation. C'est ce que nous sommes venus dire.

Je sais bien que 18 pays ont voté oui. Alors, il faut que l'on trouve un compromis. Un compromis pour que l'Europe avance ensemble du même pas. C'est ce que je suis venu faire ici avec la délégation qui m'accompagne pour travailler avec le Président BARROSO. On a besoin de tout le

monde. On a besoin de lui et de la Commission. J'ai dit au Président POTTERING que l'on aura besoin du Parlement et de l'ensemble des groupes. Parce que dans le fond, l'Europe ne réussira que si elle sait combiner le rêve d'un continent qui s'est déchiré, qui a obtenu la paix et qui ne doit pas oublier cela, et en même temps le sens des réalités et du pragmatisme, parce que l'on ne peut pas construire l'Europe sur l'inquiétude des peuples. L'Europe est là pour protéger. Je voudrais défendre ces idées auprès de nos partenaires. La France ne veut donner aucune leçon. La France veut simplement faire partager cette expérience. Moi, j'ai voté oui et j'ai été élu dans un pays qui a voté non. Je veux quand même que chacun comprenne cela. J'ai été élu sans faire aucune concession, sans mentir, sans travestir la vérité, en parlant de mon engagement européen, mais en indiquant un certain nombre de problèmes.

J'ajoute, si le Président BARROSO me le permet, que j'étais très heureux de voir, le Premier ministre belge et de lui dire à quel point le souci de doter l'Eurogroupe ou l'Euroland d'un véritable gouvernement économique est pour nous une priorité. Je respecte le souci de l'indépendance de la Banque centrale européenne. Il ne s'agit pas de la remettre en cause. Mais enfin, on a fait la deuxième monnaie du monde. Il faut maintenant que l'on se dote d'un gouvernement économique. Il faut que nous portions une véritable politique économique dans la zone euro. Nous prendrons des initiatives le moment venu pour faire avancer également ce dossier.

Vous voyez, je viens ici, à Bruxelles, sans tabou mais avec de véritables convictions. C'est de l'Europe dont il s'agit. On s'ouvre à l'Europe en changeant notre manière de voir les choses, en ayant un volontarisme et un engagement politique. La France y est prête.

QUESTION - pour le Président de la République. Justement sur la gouvernance économique, vous parlez d'initiatives. Concrètement quel type d'initiative pensez-vous prendre ? Est-ce que par exemple, demander à ce que dans le traité, il y ait un chapitre sur la gouvernance économique, est-ce que c'est quelque chose d'envisageable ?

LE PRESIDENT - Écoutez, on en a parlé avec Bernard Kouchner et Jean-Pierre Jouyet, la France a une priorité : le traité simplifié, pour faire les choses claires. Et pour nous, je l'ai dit au Président Barroso, toutes les autres questions on pourra les traiter d'autant plus facilement qu'on aura réglé cette question du traité simplifié. Alors pour vous dire la vérité j'ai même eu l'idée de l'initiative, j'ai même eu l'idée du calendrier et peut être même qu'on la prendra, mais je pense qu'il ne serait pas raisonnable de l'annoncer et de le dire avant un conseil européen qui est déjà chargé. En voyant votre salle si remplie, je me dis que le Président Barroso a de la chance : tant de journalistes, c'est tous les jours comme ça pour toi ?

MONSIEUR BARROSO - Oui

LE PRESIDENT - Vraiment, alors je vais venir prendre des leçons.

MONSIEUR BARROSO - Tu es toujours le bienvenu

LE PRESIDENT - Oui, merci. Une telle assistance, quel bonheur. Je vais vous parler très simplement et très librement. La France veut que le conseil européen réussisse, et c'est déjà un sacré défi et un sacré pari. Sur le traité simplifié, si nous multiplions les initiatives avant ce conseil européen, alors on prend le risque de tout compliquer alors que moi, je veux tout simplifier. Et je pense que c'est un point de vue que l'on partage avec Bernard Kouchner et Jean-Pierre Jouyet. Ils vous le diront eux-mêmes. Donc, il ne s'agit pas de faire des cachotteries, il ne s'agit pas de garder en réserve, il s'agit simplement d'organiser les choses par des priorités. Le traité simplifié, il faut que l'on puisse l'obtenir. Puis ensuite on traitera l'ensemble des questions mais je vous annonce une initiative sur l'Eurogroupe, sur la gouvernance économique pour faire avancer les choses. Et la très grande difficulté, c'est que nos compatriotes attendent des réponses sur tout, tout de suite, et nous devons hiérarchiser les priorités. Cela ne veut pas dire que c'est moins importante, cela veut dire que si on ne se met pas d'accord sur des institutions pour l'Europe, je ne vois pas comment on pourra se mettre d'accord sur une gouvernance économique.

QUESTION - Une question pour chacun des présidents, M. le Président Barroso : vous avez parlé de la contribution du Président Sarkozy, en ce qui concerne la réforme institutionnelle, pourriez-vous nous dire ce que vous attendez du nouveau Président français pour d'autres questions importantes pour l'Europe comme le changement climatique, la lutte contre la pauvreté

importantes pour l'Europe comme le changement climatique, la lutte contre la pauvreté, également un accord en matière de commerce mondial ? Une question pour M. Sarkozy, Président de la France : il y a un mois, la France avec les autres membres de l'Union Européenne a promis de continuer à réduire le déficit budgétaire. Toutefois, aujourd'hui, votre ministre du budget a dit que ce n'était pas une priorité immédiate pour la France, pourriez-vous nous dire si la France est en train de faire machine arrière par rapport à la promesse faite il y a un mois, à l'Ecofin Official et aussi pourquoi faites-vous cela à Bercy ?

MONSIEUR BARROSO - Si je peux commencer. Sur les questions concrètes que vous m'avez posées, ce que j'attends du Président de la République Française. Je tiens à saluer le fait que le Président Sarkozy ait placé au coeur de ses priorités la lutte contre le changement climatique dont la constitution même du nouveau Gouvernement, témoigne. J'ai entendu le Président Sarkozy dire que ce serait la première priorité de ce siècle. Nous aurons très prochainement l'occasion au Sommet du G8 à Heiligendamm en Allemagne de voir si nos autres partenaires, les États-unis et d'autres, peuvent se joindre à l'Europe dans cette politique d'ambition : la lutte contre le réchauffement climatique, la lutte pour le développement durable. J'attends vraiment une nouvelle impulsion pour ce dossier. La deuxième question était l'aide à l'Afrique. Vous savez à quel point c'est un sujet qui m'est cher et là c'est la politique traditionnelle de la France et donc j'attends bien sûr du Président Sarkozy cet engagement pour l'aide au développement, notamment pour l'Afrique qui doit être le premier destinataire de notre aide au développement. Nous disons que c'est notre projet emblématique en termes d'aide au développement. Et j'attends, bien sûr, l'enthousiasme du Président Sarkozy dans ce domaine. Sur la question des négociations commerciales multilatérales, je connais les préoccupations qui existent en France notamment pour l'agriculture. J'espère que ces préoccupations ne mettront pas en cause une solution dans les négociations commerciales. Nous devons et nous sommes en train de négocier dans le respect du mandat que la Commission a reçu du Conseil Européen en matière agricole dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune décidée à l'unanimité. En même temps il est très important d'expliquer à nos concitoyens que l'Europe ne peut pas se fermer, que l'Europe est le premier exportateur au monde et le deuxième importateur au monde et que, bien sûr, pour exporter il faut aussi importer et laisser l'Europe s'enfermer serait mauvais pour notre économie, pour nos travailleurs, pour tous nos secteurs économiques, pour la France. Je peux le dire parce que la France est un des grands exportateurs mondiaux. Donc nous avons aussi besoin d'un accord commercial en termes d'exportation de biens, de services : il faut un accord équilibré et surtout maintenant il faut que chacun fasse un peu plus d'efforts. Nous avons dit au Président Bush qu'il était nécessaire que les Américains fassent un peu plus d'efforts en matière de subventions agricoles pour qu'on puisse avoir une conclusion dans les négociations de droit. Mais finalement, ce que j'attends du Président de la République puisque vous me l'avez demandé, et je le dis devant lui, c'est surtout une chose qui va au-delà de tout ça, c'est son enthousiasme, son énergie, son volontarisme, ce plaisir de la politique qu'il a et que vous avez constaté aujourd'hui. Je suis sûr qu'il va le mettre au service de la France. Mais je souhaite qu'il le mette aussi au service de l'Europe. Nous avons besoin de cela en Europe, nous avons besoin de leader au niveau national qui puisse mettre tout son enthousiasme et cette énergie au service d'une Europe avec une ambition politique. C'est cela que j'attends du Président Sarkozy. Et bien sûr j'attends surtout la modernisation de la France, car une France plus moderne, une France avec la confiance, cela renforce énormément l'auto confiance de l'Europe. Nous avons besoin de cela en Europe si nous voulons avoir une attitude sans peur de la mondialisation mais en étant plutôt préparés à faire face à celle-ci avec nos valeurs et dans la défense de nos intérêts.

LE PRESIDENT - Si vous me le permettez, je vais vous répondre très franchement et très librement, parce que ça fait bien longtemps et je l'ai dit au Président Barroso que je pense que le débat européen est contrit, sous prétexte de complexité et parfois d'hypocrisie. A l'arrivée on complique tout et on ne simplifie rien. Et ça explique beaucoup du désamour de l'idée européenne auprès des peuples qui constituent l'Union Européenne. Alors j'ai dit que l'Europe ne pouvait être condamnée à l'immobilisme. C'est un peu injuste parce que, notamment sur l'affaire de l'énergie et du réchauffement climatique, il y a eu des avancées, des avancées significatives et

l'engagement du Président de la Commission a été tout à fait remarquable en la matière. La France est un pays qui s'est engagé dans le nucléaire, la France ne renoncera pas à ce qui est pour elle un atout mais la France veut s'engager dans les énergies renouvelables avec le même enthousiasme. C'est que l'on a une grande ambition, on veut à la fois être totalement engagé dans le nucléaire parce que grâce au Général de Gaulle, la France a pris une avancée technologique considérable. Mais la France veut faire la même chose avec la même ambition sur les énergies renouvelables. Ce n'est pas l'un ou l'autre et l'on va pousser en ce sens. Quand même, la première puissance du monde, les Etats-Unis, ne peuvent pas s'exonérer des équilibres écologiques de la planète, ce n'est pas possible, ce n'est pas acceptable et donc le Président Barroso aura la France vraiment engagée dans ce combat-là. Sur la question des négociations OMC qui vont faire partie du menu, je ne sais pas si tu mettras ça aux hors d'oeuvre, plat de résistance, ou dessert, je n'ai pas eu la communication du menu, ça dépendra. Sur l'OMC, je peux dire les choses très librement : je suis pour la liberté du commerce, la mondialisation ne me fait pas peur, mais je ne me laisserai pas enfermer dans un schéma de négociations où j'aurai le choix entre la naïveté ou le refus de l'ouverture. Moi, je veux la réciprocité et la clarté. L'Europe doit s'ouvrir, oui, mais les autres aussi, en même temps et dans les mêmes conditions. Vous voulez que nous nous ouvrons, pas de problème, alors vous vous ouvrez pareil. Deuxième remarque, je crois que l'indépendance alimentaire de l'Europe c'est très important, je crois que la sécurité alimentaire c'est très important, que moi je n'ai pas reçu mandat pour braver les intérêts de l'agriculture européenne ou de l'agriculture française. Et je ne veux pas que l'on me dise c'est des services contre l'agriculture. Il y a beaucoup de technologie aussi dans la production agricole, on est prêt à discuter et je ne veux pas que l'on ne puisse pas faire ce que les américains, qui sont nos amis, font. Cela s'appelle la réciprocité. En tout cas moi, la vision, je suis tellement européen, et tellement engagé que je n'ai pas la vision d'une Europe où on n'aurait plus le droit d'avoir d'agriculteurs sous bénéfice d'avoir l'ouverture sur les services, mais on ne pourrait plus construire d'avions en Europe parce que le taux de l'Euro est à un tel point qu'on donne l'espérance de gains de productivité totalement factice. Alors on avait le dumping social, le dumping fiscal, le dumping environnemental et voici maintenant arriver le dumping monétaire. Je suis européen et j'ai pris assez de risques dans la campagne française du fait de mon engagement européen pour dire cela. Maintenant si les autres parties - je pense à l'Inde, je pense au Brésil, je pense au Mexique, je pense aux États-unis, veulent faire des concessions et des efforts pour qu'il y ait un accord, je dis au Président Barroso, un accord vaut mieux qu'un désaccord, mais un accord sur la base de la réciprocité, de l'équité et on dit au revoir à la naïveté. Naturellement je serai tout à fait prêt à nourrir cette conversation intéressante d'exemples vécus. Un mot sur les déficits. J'étais ministre des Finances. Je sais les règles qui sont les règles européennes. Je crois que j'aurai le plaisir d'ailleurs de retrouver au dîner de ce soir, le commissaire Almunia qui est un homme de grande qualité que j'ai connu et qui est en charge de toutes les affaires budgétaires.

La France sera au rendez-vous de la réduction des déficits et de l'endettement. Simplement, Madame, on essaye de réfléchir à quelque chose. Dans un budget, il y a deux colonnes. La colonne « dépenses », qu'il ne faut pas trop augmenter, et la colonne « recettes ». Si vous réduisez la colonne « dépenses » et que vous n'augmentez pas la colonne « recettes », vous réduisez peu votre déficit et encore moins votre endettement. Quel est le problème de la France et, par ailleurs, de la zone euro ? C'est que l'on a 1% de croissance de moins, depuis 10 à 15 ans, que les autres zones du monde. Je suis bien obligé de réfléchir à un véritable choc économique et fiscal pour que la France parte à la conquête de ce point de croissance qui lui manque. La question : est-ce que l'on peut faire cela en réduisant le déficit ? Madame, c'est parce que l'on fera cela, que l'on réduira le déficit. J'ai une vision dynamique de la politique économique. Je ne peux pas simplement avoir une vision sacrificielle de la politique économique. Le Président BARROSO a dit : il faut moderniser la France. Il a raison. C'est ce que l'on va faire. On va libérer les forces de travail. On va payer les heures supplémentaires. On va permettre aux Français de travailler plus. Je peux vous l'annoncer qu'il y aura, à la session extraordinaire de

l'été, un projet économique et fiscal extrêmement ambitieux dont nous avons parlé d'ailleurs ce matin au Conseil des ministres. Je demande à être jugé à la fin de mon quinquennat sur l'endettement et sur les déficits. Cela ne se règle pas simplement semaine après semaine. Le Président BARROSO sait bien que lorsque j'étais ministre des Finances, on a réduit le déficit de 10 milliards d'euros. Cela avait conduit la Commission à lever la menace d'une sanction à l'époque. Je demande simplement que l'on me fasse crédit de ce que j'ai fait dans le passé.

QUESTION - Une question pour le Président de la République. Est-ce qu'au cours de votre mandat, vous continuerez à défendre le principe du maintien à Strasbourg des sessions plénières mensuelles du Parlement européen ou est-ce que c'est devenu négociable ?

LE PRESIDENT - Non. Je ne vois pas pourquoi la seule chose qui serait négociable serait Strasbourg. Cela, c'est fantastique alors ! Et Bruxelles, c'est négociable ! C'est extraordinaire ! Moi, je suis Européen. On me dit de respecter les traités. Parfait ! Strasbourg, cela a été fixé quand ? C'est prévu où ? Je ne vois pas pourquoi on viendrait me dire que Strasbourg est négociable, ce serait la seule négociable. Eh bien non. Mais je n'ai pas le sentiment que l'on me fasse un cadeau en me reconnaissant cela. C'est tout simplement ce qui est prévu. C'est prévu dans les traités, à ma connaissance, d'ailleurs. Je ne vois pas, au nom de quoi, la totalité des traités : rien ne serait négociable, et le seul point qui le serait, serait Strasbourg.

Posez cette question comme cela - pas vous, Monsieur, je ne me le permettrai pas, c'est très dangereux pour les équilibres européens. Parce que cela veut dire que ce qui fait la base de l'Europe, alors, tout peut être discuté. Dans ce cas là, bon courage ! Mais qu'est-ce qui restera de l'Europe si on remet tout, comme cela, par terre. Je veux vous répondre de la façon la plus claire. Strasbourg, ce n'est pas négociable pour une raison simple. C'est parce que cela fait partie des équilibres fondateurs et je ne vois pas au nom de quoi ces équilibres fondateurs devraient être modifiés.

QUESTION - La proposition de mini traité de Monsieur SARKOZY, on la connaissait. Mais on sait aussi que tous les gouvernements ne la soutiennent pas. Ma question première sera pour Monsieur BARROSO. Est-ce que l'on doit comprendre qu'aujourd'hui le Président de la France, sur le mini traité, a convaincu le Président de la Commission ?

Pour Monsieur SARKOZY, s'il veut bien s'exprimer. J'aimerais savoir s'il n'a pas parlé aujourd'hui de la Turquie, quand est-ce qu'il pense le faire et avec quelles propositions, s'il veut bien le dire ?

MONSIEUR BARROSO - Sur la question du traité, vous savez, sans doute, qu'immédiatement après le vote en France, aux Pays-Bas, j'ai dit que, malheureusement, la Constitution, en tant que telle, ne serait pas ratifiée. A l'époque, d'ailleurs, cela avait été mal compris. Certains ont presque voulu dire que j'étais contre la Constitution. Pas du tout. J'étais pour la Constitution. Mais pour moi, c'était évident dès le début que, quand la France a dit non et que les Pays-Bas ont dit non et qu'ils ont dit qu'ils n'allaient pas re-soumettre le même traité, qu'on n'aurait pas le même traité.

Cela fait longtemps que je travaille avec les Etats membres pour qu'ils trouvent une solution qui soit acceptable par tous, car c'est cela la règle. Nous ne sommes pas en train de discuter un traité idéal. Nous sommes en train de discuter un traité qui puisse être signé et ratifié par tous les Etats membres. C'est pourquoi, depuis longtemps, dans mes communications publiques et dans mes contacts avec les chefs d'Etat et de gouvernement - parce que finalement, c'est leurs responsabilités, c'est un traité qui va être signé par eux - je dis travailler pour quelque chose qui puisse être accepté par tous les Etats membres en renforçant la capacité d'agir de l'Union européenne. C'est cela qui est important du point de vue de la Commission européenne comme institution typiquement communautaire.

Je n'ai jamais utilisé l'expression « mini traité ». Je comprends l'idée d'un traité simplifié, d'un traité plus compact. D'ailleurs, l'une des critiques que l'on a faite à l'égard du texte constitutionnel était qu'il était trop long. Mais le danger qu'il y a dans l'expression mini, c'est que cela peut suggérer moins d'ambition. Et, cela, je ne suis pas d'accord. Je suis pour une Europe avec ambition. Une Europe politique. Une Europe forte. Une Europe avec des institutions plus efficaces, plus légitimes d'un point de vue de transparence et plus cohérente sur le plan de

l'extérieur

l'extérieur.

Il ne s'agit pas de voir qui a convaincu qui. Il s'agit d'un consensus qui se dégage clairement pour une solution qui soit ambitieuse mais qui soit aussi réaliste qui puisse avoir l'appui de tous les Etats membres, des 18 qui ont ratifié, de ceux qui ont voté non et de ceux qui ne se sont pas encore prononcés. C'est là la voie du réalisme et je crois que l'Europe c'est comme cela : l'ambition et le réalisme. Comme je le dis très souvent : un rêve, mais un rêve lucide. C'est la position que la Commission a déjà définie dans plusieurs réunions à maintes reprises. Et c'est pourquoi, maintenant, j'exhorte tous les chefs d'Etat et de gouvernement, comme je l'ai fait à Berlin, à travailler dans un sens constructif pour que l'on puisse avoir un règlement institutionnel. Vous savez, il y a quelques semaines, j'ai organisé à Sintra, avec la présidence actuelle du Conseil, Mme MERKEL, le Premier ministre portugais, M. SOCRATES, le Premier ministre slovène, M. DRNOVSEK les prochaines présidences et le Président du Parlement européen, un séminaire informel où notre conclusion était précisément celle-là : travailler pour un traité simplifié. C'est vrai, je crois que c'est juste de le reconnaître : le Président SARKOZY, bien avant d'être Président de la République, en avait déjà parlé. C'est vrai. Je crois qu'il a le mérite d'être reconnu comme quelqu'un qui a donné une grande contribution à ce débat, parce que, finalement, il est en train de nous aider tous à débloquent une question qui a fait sentir son poids négatif sur l'ensemble de la construction européenne. Maintenant il est important, effectivement, que cette question soit débloquée avec une solution qui soit aussi ambitieuse que possible.

LE PRESIDENT - Je reconnais bien volontiers que mini traité, cela avait un côté manque d'ambition. C'est comme cela que j'ai proposé l'expression traité simplifié. Vous voyez, après en avoir discuté avec le Président BARROSO. C'est grave, notre complicité est donc ancienne, je ne sais pas s'il fallait l'avouer maintenant.

LE PRESIDENT - Vous savez qu'en Europe, on doit parler avec des partenaires. Si on est Européen, on doit parler, accepter de parler, parce que je ne vois pas comment on peut résoudre les problèmes si on ne parle pas. Monsieur BARROSO est un grand Européen.

La question de la Turquie, question sur laquelle je me suis exprimé à de nombreuses reprises. Je voudrais vous dire, Madame, que je n'ai pas changé d'avis et je ne vois pas d'ailleurs comment j'aurais pu être un candidat avec une opinion et un Président avec une autre. Ce n'est pas comme cela que l'on rénove la vie politique, surtout sur une question de cette nature. Pour moi, je l'ai dit depuis bien longtemps, je ne pense pas que la Turquie ait sa place dans l'Union européenne. C'est une question sur laquelle je n'ai pas changé d'avis. Pour autant, nous avons un Conseil européen les 21 et 22 juin et un traité simplifié pour lequel il faut réunir un consensus. Je ne vois pas l'utilité, pour l'Européen que je suis, d'aller poser cette question là alors qu'elle ne se pose pas maintenant et que nous avons tant de pain sur la planche. Alors, cela serait vraiment, me semble-t-il, donner le sentiment que l'on veut bloquer les choses alors qu'au contraire je veux contribuer à les débloquent. Je n'ai en rien renoncé à mes convictions. Nous aurons ce débat. Ce débat est, me semble-t-il, incontournable. La question est de savoir est-ce que l'on doit l'avoir maintenant ? Est-ce que l'on doit l'avoir plus tard ? A l'évidence, comme rien de définitif ne se produit aujourd'hui, cela serait contre-productif de l'avoir aujourd'hui.

Je voudrais faire deux dernières remarques sur un sujet important. J'ai dit au Président BARROSO, parce que je crois que c'était l'honnêteté de le dire et la clarté, que si nous arrivions à nous mettre d'accord au Conseil européen sur un traité simplifié, il y aurait très certainement une conférence intergouvernementale. Il me semble que cette conférence intergouvernementale doit rassembler les Etats membres de l'Union et non pas les Etats candidats. De la même façon, je me permets de rappeler que seuls les Etats membres de l'Union ont participé à l'élaboration du traité de Nice. Je crois qu'il est légitime de dire cela.

Par la suite, ce que je souhaite c'est que l'on puisse tranquillement, profondément et sincèrement débattre de l'idée européenne. L'Europe doit-elle avoir des frontières ou l'Europe peut-elle être un concept ? L'intégration politique européenne : jusqu'où peut-on aller ? J'ajoute que le principe qui a été défendu de la capacité d'absorption - je ne sais pas si c'est l'expression exacte, ce n'est pas moi qui l'ai inventé - c'est un principe qui est sur la table des conseils européens. Est-ce que l'on peut lui donner de la précision ? Est-ce que l'on peut aller un peu plus loin sur le sujet ?

Voilà comment nous avons évoqué cette question et j'estime que c'était important de pouvoir le faire dans la transparence. Priorité au traité simplifié. Je n'évacue aucune autre question. Je ne renonce en rien à mes convictions. Simplement, on met un peu d'ordre dans la discussion pour qu'il n'y ait pas de blocage et pour que l'on puisse aller vers la construction d'un européen qui nous rassemble tous.

QUESTION - Monsieur le Président SARKOZY, vous avez mentionné la nécessité pour l'Europe d'avancer, y compris par la voie des coopérations renforcées. Est-ce que vous allez préférer une Europe qui avance par de petits groupes à la place d'une Europe qui s'aligne au niveau de l'ambition des moins ambitieux et au niveau des plus petits dénominateurs communs.

Et pour le Président BARROSO, vous avez entendu Nicolas SARKOZY parler de la sécurité alimentaire de l'Europe, prendre une ligne ferme sur les négociations à l'OMC, critiquer l'euro fort pendant la campagne, il a critiqué fort l'indépendance de la Banque centrale européenne - ou la Banque centrale européenne. Craignez-vous que la France prendra une ligne protectionniste et craignez-vous que Nicolas SARKOZY soit un Président redoutable ?

LE PRESIDENT - J'espère qu'il craint que je sois un Président redoutable. Il est divin. Madame, si vous le permettez, c'est extraordinaire, d'abord je n'ai jamais contesté l'indépendance de la Banque Centrale Européenne mais pardon de le dire, si avoir une opinion c'est contester l'indépendance à la Banque Centrale Européenne, je me demande même pourquoi vous me posez une question. Alors vous sortez le problème de la politique monétaire de la politique d'échange et des taux d'intérêts, domaine qui n'a pas d'intérêt naturellement, et vous interdisez à toute personne élue d'avoir une idée là-dessus ? Il n'y a que les banquiers qui ont une idée, et toute autre personne qui n'est pas banquière ou banquier n'a pas le droit d'avoir d'idée sur le sujet ? Intéressant comme conception de la démocratie. Je me demande même pourquoi on me pose des questions sur le sujet puisque par définition on n'a pas le droit d'y répondre ou alors on est un protectionniste qui met en cause l'indépendance de la banque centrale ! Excusez-moi, je n'ai pas le sentiment que Gordon Brown - que je connais bien - mette en cause l'indépendance de la banque centrale d'Angleterre lorsqu'il discute de la croissance anglaise. Je n'ai pas le sentiment que la Fédérale Réserve Bank voit son indépendance mise en cause quand le secrétaire d'État au Trésor discute deux à trois fois par semaine avec le banquier central. Je n'ai pas le sentiment que la Chine quand elle utilise le yuan, le Japon quand il dit le yen, ce sont des débats qui sont illégitimes. Et d'ailleurs, si c'était illégitime, expliquez-moi un peu pourquoi on a prévu la présence du Président de la BCE au fameux dîner des ministres des finances de l'Eurogroupe ? Pourquoi est-il là si on n'a pas le droit d'en parler ? A moins qu'il soit là avec un statut à part, qu'il soit là juste pour écouter. J'ai participé au dîner de l'Eurogroupe qui, comme vous le savez, précède toujours les réunions ECOFIN. Si le banquier central est là avec le ministre des finances, c'est peut-être parce qu'ils ont des choses à se dire. Sinon pourquoi avoir prévu leur présence ? Donc, je conteste l'idée que parce qu'on est un ministre on n'a pas le droit de parler de cela. Voilà, je tenais à vous le dire. Du coup, alors tellement enthousiasmé, l'autre partie de la question, ce n'était pas pour moi ? Ça doit être le bandeau rouge, madame, qui m'a troublé.

QUESTION - La question parce que la réponse précédente devait venir du Président Barroso. La question pour vous était sur les coopérations renforcées, préférez-vous une Europe à deux vitesses à la place d'une Europe sans ambition ?

LE PRESIDENT - Vous avez une façon formidable de poser les questions. Ecoutez, Madame, disons les choses comme elles sont. A ma connaissance, - parlons sous le contrôle du Président Barroso. - Combien y a-t-il de coopérations renforcées ? Zéro, Madame. Peut être que le système actuel n'est pas le plus pertinent : il n'y en a pas une seule, Madame. Enfin on pourrait considérer, sauf à considérer que l'Eurogroupe, c'est une coopération, mais enfin, ça ne fait pas partie de cette capacité, donc ça ne va pas. La position que je défendrai dans le traité simplifié est la suivante : je voudrais défendre la règle de l'unanimité au titre du traité, au titre du compromis de Luxembourg de 1962, c'est-à-dire que nul pays ne doit pouvoir se voir imposer quelque chose qui remettrait en cause un intérêt fondamental. Mais en revanche, lui-même l'unanimité qui consiste en ce que celui qui ne veut pas avancer puisse empêcher les autres

d'avancer, ça je ne peux pas comprendre. Nous avons par exemple besoin urgemment d'une politique de l'immigration commune. Je ne mets en cause personne, mais enfin on a fait Schengen et on se retrouve avec des pays qui régularisent et d'autres qui ne régularisent pas. Je parle des régularisations globales : quel est le sens ? Quand les Espagnols régularisent, c'est leur droit, je vous rappelle que quelqu'un qui a le droit de résider en Espagne a immédiatement le droit d'être dans l'espace Schengen. Nous avons besoin d'une politique de l'immigration commune, pourquoi y en a-t-il pas ? Parce que c'est la règle de l'unanimité. Il y a toujours un pays qui bloque. Donc ma réponse est très claire : je préfère une Europe qui avance par le biais des coopérations renforcées, parce que je me méfie des cercles, parce qu'il y a en toujours qui pensent qu'ils sont en première division, d'autres en deuxième division avec ça on ne fait rien du tout. Mais une Europe qui avance par le biais des coopérations renforcées plutôt qu'une Europe qui stagne parce qu'on doit attendre que le dernier soit d'accord.

MONSIEUR BARROSO - En ce qui concerne la question que vous m'avez posée, je suis pour une Europe qui protège, je suis contre une Europe protectionniste. Voilà, c'est ça l'important. Je suis d'accord qu'il y a le besoin de répondre à certaines inquiétudes des Européens mais le protectionnisme n'est pas la solution pour cela. En ce qui concerne cette question des coopérations renforcées, je voudrais d'ailleurs vous dire aussi notre position. Nous avons soutenu dans le texte du traité constitutionnel les coopérations renforcées. Les coopérations renforcées pour donner plus de flexibilité à l'Europe, nous sommes pour. La stratification de l'Europe, la différenciation en pays de première et deuxième classe, nous sommes contre. Nous pensons que ce serait une grande erreur d'avoir une sorte de division de l'Europe, que la réponse aux problèmes actuels soit une sorte de stratification de l'Europe. Mais les coopérations renforcées pour résoudre des problèmes concrets : oui. D'ailleurs c'est déjà prévu dans le traité constitutionnel. Malheureusement, on n'a pas eu l'occasion de les appliquer encore. Je voudrais encore dire un mot sur la Turquie, tout à l'heure. Parce que le Président Sarkozy a expliqué très clairement sa position. Je respecte sa position. Du point de vue de la Commission, je tiens à le dire aujourd'hui parce que mon silence pourrait être mal compris, que nous sommes pour la continuation des négociations avec la Turquie et que nous allons défendre la continuation de ces négociations. Aux États membres après de prendre leurs responsabilités. Je crois que maintenant, comme l'a dit le Président Sarkozy, notre priorité absolue c'est le traité, c'est la résolution de la question institutionnelle, c'est pourquoi on doit se concentrer là-dessus : le Conseil du 21 et du 22. Ceci dit, nous pensons. Ne pas surcharger notre agenda maintenant avec une suspension des négociations avec les pays candidats, je tiens à le dire car mon silence pourrait être mal compris.

Merci.